Souveraineté Numérique

Les nouveaux enjeux pour la France et l'Europe

Bernard BENHAMOU

Secrétaire général de l'Institut de la Souveraineté Numérique

Résumé : Avec la pandémie de Covid, les opinions publiques des pays de l'Union européenne ont pris conscience de leur dépendance industrielle, scientifique et technologique. Dans le même temps, les démocraties occidentales ont pu mesurer les risques politiques liés aux dérives des grandes plateformes de l'Internet. En effet ces plateformes dont le modèle économique est basé sur l'analyse des comportements des utilisateurs à des fins publicitaires ont parfois pu remettre en cause les fondements mêmes des régimes démocratiques. Désormais, au-delà des mesures de régulation antitrust ou de l'encadrement de la gestion des données personnelles, les pays de l'Union européenne devront développer de nouvelles mesures de politique industrielle pour faire émerger une « troisième voie » pour les technologies numériques européennes en particulier dans le domaine de la santé connectée, du développement durable ou encore des transports…Ces technologies « éthiques » et protectrices des libertés pourraient en effet être plus « durables » que leurs équivalents américains ou asiatiques et pourraient constituer l'une des clés pour un rebond industriel et technologique européen.

Mots-clés : Souveraineté numérique, données personnelles, modèle économique, technologies, démocraties, Union européenne

En l'espace de quelques années, l'expression « *souveraineté numérique* »[1] utilisée à l'origine pour évoquer les risques émergents de vassalisation technologique de l'Europe par des sociétés américaines ou chinoises est devenue un sujet politique majeur dans nos sociétés. Qu'il s'agisse de fiscalité des GAFAM, des risques d'ingérence de puissances étrangères dans les débats démocratiques, de sécurité des infrastructures d'importance vitale ou encore de la dépendance de l'État vis-à-vis des acteurs technologiques extra-européens, le thème de la souveraineté numérique apparaît désormais de manière régulière dans le débat public. De plus, comme l'a démontré la pandémie COVID, notre dépendance vis-à-vis de ces technologies qui sont pour l'essentiel extra-européennes, est devenue un enjeu de souveraineté essentiel pour les pays de l'Union

[1] L'incertaine mais nécessaire souveraineté numérique par Martin Untersinger (Le Monde 20 novembre 2019)

européenne. En effet, à mesure que les technologies numériques se développent dans l'ensemble des champs de l'activité économique et politique de nos sociétés, elles modifient les dynamiques de pouvoir entre les acteurs privés et les États mais aussi entre les États eux-mêmes. Les instruments de la souveraineté des États sont ainsi devenus indiscernables des outils de la puissance technologique. Les technologies qui seront au cœur du développement des prochaines générations de services numériques comme l'intelligence artificielle, la robotique, l'informatique quantique, les objets de la santé connectée et des villes intelligentes ou encore les véhicules autonomes constituent déjà des enjeux stratégiques pour les États. Vladimir Poutine déclarait ainsi il y a quelques mois : *« L'intelligence artificielle représente l'avenir, non seulement pour la Russie, mais pour l'humanité tout entière. La nation qui deviendra leader dans le domaine de l'Intelligence Artificielle dominera le monde…*[2] *».*

1 L'Europe en retrait

Or la France et l'Europe malgré des atouts indéniables en matière de recherche et le très haut niveau de leurs ingénieurs, et en dépit de la puissance de leur marché intérieur, restent en retrait dans la course aux technologies numériques. Pour Thierry Breton, commissaire européen au Marché intérieur, l'Union doit en finir avec la naïveté qui a marqué l'action des Européens dans le domaine des technologies de l'Internet :

> *Nous allons renforcer la protection de notre espace informationnel, encore trop largement dominé par des acteurs géo-économiques non européens. Établir les règles permettant de créer un espace unique européen de la donnée. L'Europe a manqué la première vague de l'économie des données personnelles. Elle ne perdra pas la main sur l'énorme potentiel des données industrielles qui attisent tous les regards, au premier rang desquels les GAFAMs et autres BATX. Sécuriser les réseaux 5G est un impératif : aucune vulnérabilité n'est permise dans ces infrastructures critiques. Nous y travaillons. En outre, nous finalisons une nouvelle stratégie de cybersécurité – un « bouclier cyber européen » – pour prendre en compte l'arrivée de milliards d'objets connectés, de la voiture jusqu'aux jouets d'enfants en passant par les appareils de santé ou l'électroménager. Données industrielles, 5G, cybersécurité, puissance de calcul vont conditionner notre souveraineté pour des décennies.*[3]

En effet, aucune société européenne n'est aujourd'hui en mesure de modifier le rapport de force économique et industriel mis en place par les sociétés américaines et chinoises. Qu'il s'agisse des GAFAM ou des NATU (*Netflix, Airbnb, Tesla, Uber*) ou leurs équivalents chinois les BATX (*Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi)* ou encore de *Huawei*, du fait de leur puissance économique et de leur extension dans l'ensemble des champs économiques et sociaux ces entreprises ont acquis un pouvoir politique qu'aucun autre acteur industriel n'avait pu acquérir jusqu'ici. Ainsi, comme l'a montré le scandale *Cambridge Analytica*, les réseaux sociaux comme *Facebook* posent des défis

[2] Putin says the nation that leads in AI 'will be the ruler of the world'(The Verge, 4 septembre 2017)
[3] La fin de la naïveté (tribune de Thierry Breton, Les Échos 10 août 2020).

Published in : DELTORN, Jean-Marc ; PICHENOT, Evelyne (dir.), *Algorithmes et Société*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003928, doi : 10.17184/eac.9782813003928

nouveaux aux démocraties. En effet, les risques d'ingérence ou de manipulation des opinions publiques sont tels, qu'en l'absence de régulation ces plateformes pourraient priver nos sociétés des leviers économiques et politiques cruciaux pour préserver les principes et les valeurs des Européens. Ce qui faisait dire à la sénatrice Catherine Morin-Desailly qu'à défaut de changements majeurs de sa stratégie industrielle et politique pour le numérique, l'Europe pourrait devenir une *« Colonie numérique de deux autres continents*[4] *».*

Le conflit entre les autorités américaines et la société *Huawei* portant sur les technologies 5G a constitué un autre signal d'alarme pour l'ensemble des gouvernements européens. Ainsi, au-delà des enjeux liés à la concurrence industrielle sino-américaine, la sécurité des infrastructures de l'Internet des objets est devenue un enjeu de sécurité nationale pour chaque pays de l'Union. En France, *l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)* a ainsi imposé, pour les opérateurs télécoms qui en étaient déjà équipés, une date butoir de 8 ans pour l'utilisation des équipements de la société *Huawei*[5]. Cette crise a aussi révélé des changements dans la dynamique transatlantique en matière de technologies. Ainsi, le ministre américain de la justice William Barr a déclaré que, pour faire pièce à la société *Huawei*, il devenait nécessaire pour les « *États-Unis et des compagnies alliées* » d'envisager une prise de participation majoritaire au sein des deux équipementiers européens *Nokia* et *Ericsson*[6]. En effet, ces deux sociétés possèdent parmi les plus importants portefeuilles de brevets dans le domaine de la 5G. Les industries européennes étant alors conçues par les autorités américaines comme des « proies » pour renforcer la puissance des industriels américains dans leur conflit avec le chinois *Huawei*.

2 Uberisation : des effets dominos sur l'ensemble des secteurs économiques

Lorsqu'il avait introduit en 2014 le néologisme « uberisation[7] », Maurice Levy, patron de Publicis, décrivait l'inquiétude de ses clients face à la disparition possible de leur modèle économique par l'apparition de nouveaux acteurs technologiques. Désormais, au-delà du secteur des taxis avec *Uber* ou de l'hôtellerie avec *Airbnb*, l'ubérisation peut concerner la quasi-totalité des secteurs économiques. Depuis la télévision avec l'essor des acteurs de la vidéo-à-la-demande jusqu'à la grande distribution, comme le démontrent les accords passés entre *Monoprix* et *Amazon* ou encore entre *Carrefour* et *Google*. Le secteur automobile qui constitue l'un des piliers industriels de l'Union européenne est lui aussi sur le point de connaître des transformations liées à l'intervention des technologies numériques. L'introduction de nouveaux services à bord et l'évolution des modèles économiques des constructeurs faisaient même dire

[4] L'Union européenne, colonie du monde numérique ? Rapport d'information de Mme Catherine Morin-Desailly pour la commission des affaires européennes du Sénat (20 mars 2013)

[5] 5G : L'Anssi affirme qu'il n'y aura pas de "bannissement total" de Huawei (L'Usine Digitale, 6 juillet 2020)

[6] Barr urges US stakes in Nokia and Ericsson to stall Huawei (Financial Times, 6 Feb 2020)

[7] Maurice Lévy tries to pick up Publicis after failed deal with Omnicom (Financial Times 14 décembre 2014)

Published in : DELTORN, Jean-Marc ; PICHENOT, Evelyne (dir.), *Algorithmes et Société*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003928, doi : 10.17184/eac.9782813003928

à Dieter Zetsche, le PDG de Mercedes, qu'une automobile était désormais devenue : « *Un smartphone avec quatre roues autour…*[8] ».

2.1 De l'automobile connectée... aux « robotaxis »

Là encore, de nouvelles formes de « rationalisation » économiques constituent le fil rouge des transformations industrielles du secteur automobile. Ainsi, la montée en puissance des voitures sans pilotes pourrait correspondre à terme à la diminution du nombre d'automobiles vendues et pour certains experts elle pourrait même signer la fin de la propriété individuelle des véhicules[9]. Des flottes de véhicules autonomes en libre-service pourraient ainsi se déployer dans nos villes. Ces « robotaxis » constitueraient pour la société *Uber* l'aboutissement de sa démarche de *« transport comme service »* et lui permettraient de s'affranchir des contraintes liées au droit du travail pour ses pilotes. À cela s'ajoute pour les constructeurs des véhicules autonomes, la perspective d'une rentabilité accrue par rapport aux véhicules traditionnels. Ainsi, Andreas Tschiesner, spécialiste de l'industrie automobile chez McKinsey Europe, décrit la nouvelle équation économique du secteur automobile en ces termes : *« En moyenne, les constructeurs automobiles gagnent 2 000 dollars sur la vente d'un véhicule. Sur la durée de vie du véhicule, cela ne représente que 0,01 dollar par kilomètre, alors que pour les « robotaxis », le potentiel de gain est de 20 à 25 cents par kilomètre, cela constitue un levier considérable pour accroître les gains des constructeurs…* [10] ». C'est en particulier pour aider la société *Uber* à développer ses projets de voitures autonomes que le fonds souverain saoudien a investi plus de 3 milliards de dollars dans cette société. De plus, la diminution des risques d'accidents causés par des erreurs humaines pourrait constituer un levier politique puissant pour favoriser l'adoption des automobiles autonomes. Pour l'expert en mobilité Marcel Moran : *« Si les voitures autonomes s'avéraient être ne serait-ce que 50 % plus sûres que les voitures traditionnelles (et c'est une estimation prudente), il deviendrait évident que renoncer aux technologies des voitures autonomes correspondrait à prendre un énorme risque en matière de sécurité publique*[11] ».

2.2 Santé connectée... du traitement à la prévention

D'autres secteurs clés des économies européennes pourraient être transformés par l'arrivée de nouvelles générations de services numériques ; ceux de la santé et de l'assurance. Captation et traitement des données de santé sont ainsi devenus des enjeux stratégiques pour les acteurs technologiques. Les technologies de la santé et en particulier les technologies du suivi et de la prévention des pathologies deviennent le nouveau terrain d'expansion pour les acteurs industriels des technologies. En effet, grâce à de nouvelles générations d'objets médicaux connectés capables de suivre en continu les activités et les paramètres physiologiques des usagers, il devient possible de mettre en place à moindre coût des systèmes de prévention et de suivi personnalisé. Ces dispositifs qui accompagneront les usagers au quotidien devraient permettre

[8] Mercedes boss : The car is becoming a smartphone on wheels (BBC News 12 janvier 2015)
[9] Could Self-Driving Cars Spell the End of Ownership ? (Wall Street Journal 1er décembre 2015)
[10] *Robotaxis : can automakers catch up with Google in driverless cars ?* (Financial Times, 31 janvier 2019)
[11] *Driving Will Be the New Smoking par Marcel Moran* (Medium, 2 mai 2016)

Published in : DELTORN, Jean-Marc ; PICHENOT, Evelyne (dir.), *Algorithmes et Société*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003928, doi : 10.17184/eac.9782813003928

le diagnostic précoce de pathologies chroniques (cancer, diabète, asthme, maladies cardio-vasculaires…) et permettraient aussi de maîtriser les facteurs de risques comme la sédentarité ou l'obésité. Les acteurs technologiques pourraient alors prendre pied dans le secteur prudentiel (banques et assurances) et déplacer le centre de gravité de l'économie de la santé vers la prévention[12].

L'un des enjeux pour la puissance publique en France et en Europe sera de veiller à ce que ces évolutions ne remettent pas en cause notre modèle social au profit d'une logique de contrôle systématique des individus. Ce d'autant plus que seront bientôt intégrées à ces plateformes des données issues de la génomique[13]. Dans ce domaine, la création par le ministère de la Santé d'un « *Health Data Hub* » conçu pour devenir un guichet unique d'accès à l'ensemble des données de santé préfigure les évolutions de la santé connectée. En effet, cette plateforme vise à développer de nouveaux services d'intelligence artificielle appliquée à la santé. Cependant, comme le font remarquer des professionnels de santé ainsi que des spécialistes de l'informatique médicale, l'attribution de ce dispositif à la société *Microsoft*[14] constitue à la fois un risque en termes de souveraineté sur des données sensibles et une opportunité manquée pour développer des savoir-faire essentiels dans l'écosystème français de la santé connectée[15].

3 Des États bientôt ubérisés ?

En 2013, Eric Schmidt, alors patron de *Google*, évoquait dans *The New Digital Age*[16] des États devenus trop lents et inefficaces pour faire face à la rapidité des évolutions technologiques. Désormais, au-delà de l'ubérisation de secteurs économiques entiers, ce sont les fonctions régaliennes des États qui peuvent être « privatisées » par l'introduction des technologies d'intelligence artificielle et de Big Data. Cette logique d'analyse Big Data a permis à *Palantir*, la société fondée par Peter Thiel et financée à son origine par *In-Q-Tel* le fonds d'investissement de la CIA, d'équiper la quasi-totalité des services de renseignement américains en particulier pour la lutte anti-terroriste. En France, la récente reconduction du contrat passé par la DGSI avec la société *Palantir*[17], souligne le risque de dépendance politique lié à notre dépendance technologique. Et cela d'autant plus que la société *Palantir* a été associée au scandale

[12] Voir sur ce point le rapport 2015 de Goldman Sachs sur la santé numérique qui estime à 305 milliards de dollars les économies qui seront induites aux États-Unis par l'introduction des technologies de l'Internet des Objets dans le domaine de la santé. Parmi ces économies, 200 milliards de dollars seront liées à l'amélioration de la prévention et la gestion des pathologies chroniques, en particulier les maladies cardio-vasculaires, l'asthme et le diabète. Ces économies représenteraient près de 10% des dépenses de santé annuelles totales évaluées à 3200 milliards de dollars en 2016. (The Digital Revolution comes to US Healthcare – Goldman Sachs Equity Research 2015).

[13] Employees who decline genetic testing could face penalties under proposed bill (Washington Post 11 mars 2017)

[14] « L'exploitation de données de santé sur une plate-forme de Microsoft expose à des risques multiples » (tribune parue dans Le Monde du 10 décembre 2019)

[15] Health Data Hub : « Le choix de Microsoft, un contresens industriel ! » (interview Bernard Benhamou Le Point, 18 Juin 2020)

[16] The New Digital Age : Transforming Nations, Businesses, and Our Lives par Eric Schmidt et Jared Cohen (Ed. John Murray 2014)

[17] « La société américaine Palantir, proche de la CIA, est toujours indispensable aux espions français » (Le Monde 29 novembre 2019)

Published in : DELTORN, Jean-Marc ; PICHENOT, Evelyne (dir.), *Algorithmes et Société*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003928, doi : 10.17184/eac.9782813003928

Cambridge Analytica[18] et que son fondateur, proche de Donald Trump, a été membre de son comité de transition à la présidence des États-Unis.

Il est à noter, que lorsque les États ont perçu des menaces sur leurs prérogatives régaliennes « traditionnelles », ils ont fait preuve d'une réactivité incomparable à celle qu'ils déploient dans le domaine de la régulation de la concurrence et en particulier des lois antitrust. Ainsi, lorsque *Facebook* a annoncé son projet de crypto-monnaie « *Libra* », les autorités européennes et américaines ont immédiatement fait part de leur volonté de réguler voire d'interdire cette initiative[19]. En plus de constituer un nouveau canal de collecte des données personnelles, cette monnaie aurait pu à terme concurrencer les monnaies souveraines, faciliter le blanchiment ou rendre intraçable le financement du terrorisme. Ainsi, en l'espace de quelques semaines, les principaux partenaires du projet (*Visa, MasterCard, eBay PayPal…*) ont renoncé à coopérer avec *Facebook* de crainte de s'aliéner leurs interlocuteurs gouvernementaux. *Facebook* qui, après le scandale *Cambridge Analytica,* voyait en *Libra* un moyen de diversifier ses activités dans un secteur stratégique a ainsi été contraint de réduire ses ambitions. À l'inverse, lorsque l'Union européenne a infligé en mars 2019 une amende de 1,49 milliard d'euros contre *Google* pour abus de position dominante, cette sanction est intervenue après de nombreuses années d'enquête (certains des faits reprochés à *Google* remontaient à 2006).

4 La « troisième voie » pour les technologies européennes

Aujourd'hui, l'Europe doit se tenir à égale distance des deux risques technologiques majeurs auxquels nos sociétés sont confrontées. Le premier est celui que l'universitaire américaine Shoshana Zuboff appelle le « *Capitalisme de surveillance*[20] » dans lequel les GAFA devenus « hyperdépendants » aux données des usagers transforment la société en réduisant le libre arbitre de ses usagers-consommateurs. L'objectif de ces sociétés n'étant alors plus d'orienter les actes d'achats de leurs usagers mais bien de manipuler leurs comportements et leurs opinions en utilisant les milliers de paramètres que ces sociétés auront pu rassembler sur chacun d'entre eux. La sociologue Zeynep Tüfekçi évoque même une convergence d'intérêts entre *YouTube* et les mouvements politiques les plus radicaux. En effet, les concepteurs des algorithmes de recommandation de *YouTube* ont remarqué que les utilisateurs restaient connectés plus longtemps sur les contenus les plus radicaux et permettaient ainsi de les exposer à davantage de contenus publicitaires. Le renforcement des opinions radicales constitue alors un levier pour augmenter les revenus publicitaires de *YouTube*. Zeynep Tüfekçi conclut ainsi que : *« Compte tenu de son milliard d'utilisateurs, YouTube est peut-être l'un des plus puissants instruments de radicalisation du XXI*^{e} *siècle…*[21] *»*

Le second volet du risque que doivent contenir les pays de l'Union européenne correspond à la vision orwellienne de la surveillance de masse mise en place par le Gouvernement chinois avec le « *Crédit social* ». Ce dispositif repose sur la notation des

[18] Palantir, l'embarrassant poisson-pilote du big data (Le Monde 9 octobre 2018)

[19] Facebook Unveils Cryptocurrency Libra in Bid to Reshape Finance (Wall Street Journal 18 juin 2019)

[20] The Age of Surveillance Capitalism : The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power par Soshana Zuboff (Public Affairs, New York, 2019).

[21] YouTube, the Great Radicalizer (New York Times 10 mars 2018)

Published in : DELTORN, Jean-Marc ; PICHENOT, Evelyne (dir.), *Algorithmes et Société*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003928, doi : 10.17184/eac.9782813003928

citoyens chinois avec une note à 3 chiffres pour évaluer leur « comportement » social et politique. Une note trop basse empêche les citoyens chinois d'accéder à des libertés aussi fondamentales que se déplacer en train ou en avion ou obtenir un crédit… Selon le journal gouvernemental Global Times[22], le gouvernement chinois avait déjà empêché 11,14 millions de personnes de prendre l'avion et 4,25 millions de personnes de voyager en train à grande vitesse. Selon Hou Yunchun, ancien directeur adjoint du centre de recherche sur le développement du Conseil d'État, le but du Crédit Social est de « *mettre les personnes discréditées en faillite…* ». Il est à noter qu'au-delà de la surveillance de sa population, la Chine souhaite désormais imposer le *Crédit social* à l'ensemble de ses interlocuteurs économiques étrangers[23].

La convergence entre la vision chinoise du « Crédit social » et l'activité des GAFAM a par exemple été visible lorsque les autorités de la ville de Toronto ont confié à une filiale de *Google* (*Sidewalk Labs*) le soin d'organiser les fonctions de la ville intelligente du district *Quayside*. Les documents préparatoires à ce projet ont ainsi pu montrer qu'il s'agissait de contrôler et à terme de remodeler l'ensemble des comportements des citoyens de ce quartier : *« En 2016, un document confidentiel de Sidewalk Labs exposait la vision fondatrice de la filiale de Google. Elle consiste notamment à permettre à la société de percevoir ses propres taxes, suivre et prédire les mouvements des personnes et de contrôler certains services publics. Ce document décrit également comment les personnes vivant dans le quartier contrôlé par Sidewalk Labs pourraient interagir et circuler. Cette expérience serait en partie basée sur la quantité de données que les usagers accepteront de partager, et qui pourraient finalement servir à récompenser les gens pour leur "bon comportement"… »* [24].

Ces deux anti-modèles technologiques et politiques sont déjà à l'œuvre et se renforcent l'un l'autre. Pour la France et l'Union européenne, il s'agit désormais de mettre en place une politique industrielle de « double endiguement » (ou *dual containment*). La réponse des pays de l'Union européenne en termes de souveraineté numérique ne peut être en effet uniquement de nature juridique mais elle doit être coordonnée au plus haut niveau des États avec une stratégie de politique industrielle.

5 Vers la localisation en Europe des données des Européens

Le principe qui prévalait jusqu'ici auprès de la Commission européenne pour les données « non personnelles » était celui du « *Free Data Flow*[25] ». Celui-ci pourrait bientôt être remis en cause pour favoriser le traitement des données en Europe par des acteurs industriels européens[26]. La Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) a

[22] China blacklists millions of people from booking flights as'social credit' system introduced (The Independant 22 novembre 2018)

[23] It looks like China is extending its Black Mirror-like'social credit system' to overseas companies (Business Insider 3 juillet 2018)

[24] Sidewalk Labs document reveals company's early vision for data collection, tax powers, criminal justice (Globe and Mail, 30 octobre 2019)

[25] Free flow of non-personal data (European Commission – Shaping Europe's digital future, 24 Feb 2020)

[26] July 16 : The Court of Justice of the European Union (EU) concluded that the US do not offer sufficient guarantees about the surveillance and the security of personal data, and therefore invalidated the EU-US Data Protection Shield, the agreement that regulates the transfer of the data of European users to processors in the US for commercial purposes. The Fight for Digital Sovereignty : What It Is, and Why It Matters, Especially for the EU (Luciano Floridi, Springer Nature 12 Aug 2020)

Published in : DELTORN, Jean-Marc ; PICHENOT, Evelyne (dir.), *Algorithmes et Société*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003928, doi : 10.17184/eac.9782813003928

en effet jugé que la transmission de données personnelles depuis l'Union Européenne vers les États-Unis, même si ces données sont traitées légalement dans le cadre du *RGPD*, n'offrait pas une protection suffisante au vu des risques d'interceptions de ces données. Face à cette nouvelle annulation d'un accord transatlantique, l'Union européenne peut tenter de négocier un nouvel accord, au risque de le voir à son tour invalidé pour les mêmes motifs. L'autre option consisterait à établir les bases d'un nouveau modèle de circulation des données réaffirmant que les Européens doivent pouvoir disposer de leurs données, à la fois dans les outils et les usages, en ayant recours à des entités localisées et gouvernées depuis l'Europe. Depuis l'annulation du *Safe Harbor* en 2015, les *GAFAM* étaient déjà dans l'anticipation de la chute du *Privacy Shield* en créant plusieurs data centers en Europe dans la perspective d'un durcissement des régulations sur la localisation des données[27]. L'une des options désormais envisagées par les États européens est non seulement que les données des Européens soient nécessairement traitées sur le territoire de l'Union, mais aussi que les sociétés qui seront chargées de ces traitements de ces données aient un quartier général qui soit lui-même localisé en Europe. Ainsi le projet de cloud européen souverain prendrait une importance particulière si cette option de « *Data Residency* » était retenue par l'Union européenne. Récemment, Thierry Breton a évoqué pour la première fois la nécessité de mettre en œuvre le principe de *Data Localisation/Data Residency* pour les données des Européens : « *En ce qui nous concerne nous, Européens, nos données, c'est ce que nous avons de plus précieux en matière industrielle. J'ai toujours dit que je souhaitais que les données des Européens soient traitées, stockées et processées en Europe. J'ai l'impression que Donald Trump dit la même chose. Les Chinois et les Russes le font, on le fera aussi.*[28] »

6 Politique industrielle et régulation des acteurs numériques

Au mythe de l'entrepreneur solitaire capable à lui seul de bâtir des empires technologiques, l'économiste italo-américaine Mariana Mazzucato répond que les politiques industrielles constituent un autre levier puissant pour le développement des économies à l'ère numérique. Elle évoque ainsi les technologies clés de l'iPhone en ces termes : *« Il n'y en a pas une seule qui n'ait pas été financée par l'État fédéral américain. Cela inclut les technologies des réseaux sans fil, l'Internet, le GPS, l'écran tactile, et plus récemment l'assistant personnel à commande vocale Siri…*[29] *».*

Pour l'économiste en chef de la direction de la concurrence de la Commission européenne, Tommaso Valletti, *Facebook* a induit la Commission européenne en erreur lors du rachat de *WhatsApp*[30]. À l'issue des rachats de *WhatsApp* et *Instagram* par *Facebook,* les risques d'abus de position dominante sont désormais tels que les autorités américaines elles-mêmes (en particulier la Federal Trade Commission) envisagent désormais d'empêcher l'intégration des services de *Facebook*, *WhatsApp* et *Instagram*[31].

[27] U.S. Tech Giants Are Investing Billions to Keep Data in Europe (New York Times 3 Oct 2016)

[28] Thierry Breton : "Je souhaite que les données des Européens soient traitées et stockées en Europe" (BFMTV, 25 aout 2020)

[29] Tech's Enduring Great-Man Myth (MIT Technology Review, 4 août 2015)

[30] « Facebook a induit la Commission européenne en erreur lors du rachat de WhatsApp » (Le Monde du 3 juin 2019)

[31] FTC may try to block Facebook from integrating apps (Associated Press, 13 décembre 2019)

Published in : DELTORN, Jean-Marc ; PICHENOT, Evelyne (dir.), *Algorithmes et Société*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003928, doi : 10.17184/eac.9782813003928

Si les voix qui en France en Europe réclament le démantèlement des GAFAM sont longtemps restées minoritaires, ces démantèlements sont désormais évoqués par les spécialistes des lois antitrust aux États-Unis. En effet, pour Tim Wu, expert américain des lois antitrust nouvellement nommé au National Economic Council de la Maison Blanche : « Une concentration économique extrême peut générer des inégalités et des souffrances économiques qui elles-mêmes alimentent l'appétit pour un leadership nationaliste et extrémiste… ».[32]

Ainsi, récemment, dans un changement de doctrine important, le commissaire européen Thierry Breton[33] a évoqué auprès du *Financial Times* de possibles sanctions inédites contre les acteurs américains qui abuseraient de leur position dominante ou refuseraient d'appliquer les lois européennes. Ces mesures pourraient aller jusqu'au démantèlement ou même l'exclusion du marché européen. En effet, les sanctions économiques prises jusqu'ici n'ont pas montré d'efficacité réelle tant sur le comportement fiscal qu'en matière de respect de lois sur la concurrence.

La France et l'Europe doivent aussi analyser lucidement les conditions qui ont rendu possible le développement de géants technologiques. D'une part en reconnaissant le rôle essentiel des acteurs publics dans le développement de ces sociétés et d'autre part en mettant en place les instruments qui permettront à des petites et moyennes entreprises de s'appuyer sur la commande publique pour se développer. Ainsi, un autre mécanisme qui a permis à l'industrie américaine de faire émerger de nouveaux acteurs est le *Small Business Act* qui oriente une part de la commande publique vers des petites entreprises. Il permet ainsi à des entreprises innovantes de s'appuyer sur des clients solvables, pas seulement des financements aléatoires, pour améliorer leurs produits et leurs services. Pour de nombreux juristes européens, le *Small Business Act* pourrait même être déployé au niveau français pour les achats publics innovants sans contrevenir au droit européen.

7 Code de régulation... et régulation du « Code »

Un autre instrument de régulation des plateformes sera lié à l'analyse des algorithmes qu'elles mettent en œuvre. En effet, la transparence vis-à-vis du « Code » des algorithmes et en particulier ceux qui traitent les données personnelles pourrait bientôt devenir un impératif pour les sociétés démocratiques. Ce que réclame Frank Pasquale dans son ouvrage *The Black Box Society*[34] : « *Exiger la transparence de la part des industriels des technologies n'est que la première étape. Pour qu'une société soit lisible par ses citoyens, elle doit s'assurer que les décisions cruciales de ses plus importantes entreprises sont justes, non-discriminatoires et aussi qu'elles sont contestables. Les acteurs de la Silicon Valley et de Wall Street doivent accepter autant de responsabilité qu'ils en imposent aux autres… ».* Plutôt que de rendre public le code de ces algorithmes cruciaux pour les acteurs économiques et pour le fonctionnement démocratique de nos sociétés, Frank Pasquale propose de créer des mécanismes d'audit par des experts du code de ces algorithmes (on parle dans ce cas de « *transparence qualifiée* »).

[32]The Curse of Bigness : Antitrust in the New Gilded Age par Tim Wu (Columbia Global Reports novembre 2018))

[33]EU seeks new powers to penalise tech giants (Financial Times 20 septembre 2020)

[34]The Black Box Society par Frank Pasquale (Harvard University Press 2015)

Published in : DELTORN, Jean-Marc ; PICHENOT, Evelyne (dir.), *Algorithmes et Société*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003928, doi : 10.17184/eac.9782813003928

Mais pour nécessaires que soient les régulations qui imposeraient à ces plateformes une plus grande transparence et une interopérabilité avec leurs concurrents, la rapidité d'évolution des acteurs de ces technologies nécessitera que des acteurs industriels européens puissent émerger pour concevoir des services et des technologies en accord avec les principes et valeurs des citoyens européens. Étrangement, à l'issue des scandales Snowden et *Cambridge Analytica*, l'Europe dispose d'une fenêtre d'opportunité pour un rebond industriel qui serait basé sur des technologies plus protectrices des libertés et des individus. En effet, les risques d'une crise de confiance systémique sont tels que les modèles économiques centrés sur les données personnelles et le micro-profilage (ou micro-targeting) apparaissent désormais comme risqués pour les investisseurs. Cela, en raison des incertitudes qui pèsent désormais sur les évolutions du cadre juridique des grandes plateformes et donc sur leurs modèles économiques.

Comme le rappelait le vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel, les industriels européens des technologies doivent être en mesure de participer à l'élaboration des normes et standards des prochaines générations de technologies industrielles[35]. Dans le même temps, des mécanismes spécifiques devront être mis en place pour permettre le développement de services dans les segments industriels stratégiques pour les pays de l'Union européenne : la santé connectée, l'énergie et le contrôle environnemental ou encore les transports.

[35]Sigmar Gabriel : Nous devons continuer de penser à l'avenir en matière de numérisation ((Ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie, BMWi 2016).

Published in : DELTORN, Jean-Marc ; PICHENOT, Evelyne (dir.), *Algorithmes et Société*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003928, doi : 10.17184/eac.9782813003928